

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N° • 56-2020-147

PRÉFET DU MORBIHAN

PUBLIÉ LE 21 DÉCEMBRE 2020

Sommaire

_	
• 56-2020-12-18-003 - Arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 fixant la liste des établissements pour la	
restauration des professionnels du transport routier (2 pages)	Page 3
• 56-2020-12-18-004 - Arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 portant obligation du port du masque de	
protection (4 pages)	Page 5



Direction du cabinet Direction des sécurités

Arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 fixant la liste des établissements visés à l'article 40 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier

Le préfet du Morbihan Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 40 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Patrice FAURE en qualité de préfet du Morbihan :

Considérant que le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorise les établissements visés au I de son article 40 à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, la liste des établissements concernés étant arrêtée par le représentant de l'État dans le département ;

Considérant la localisation des établissements visés au I de l'article 40 du décret n°2020-1310 à proximité des axes routiers et leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier ;

Considérant les informations transmises par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement le 17 décembre 2020 par message électronique ;

Considérant l'avis favorable émis par les gérants des restaurants « La Croix des Landes » et « Le Gabriel » situés respectivement à Saint-Gorgon et Caudan afin de délivrer le service sollicité pour la restauration des transporteurs routiers ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet ;

ARRÊTE:

Article 1: La liste des établissements mentionnés au I de l'article 40 du décret du 29 octobre 2020 susvisé autorisés, eu égard à leur proximité des axes routiers et à leur fréquentation habituelle par les professionnels du transport routier, à accueillir du public, sans restriction d'horaires d'ouverture et pendant la période de couvre feu, pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier dans le cadre de l'exercice de leur activité professionnelle, est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Article 3 : l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2020 est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès du préfet du Morbihan ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Article 5 : Le directeur de cabinet, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux exploitants des établissements mentionnés dans l'annexe. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan et accessible sur son site internet.

Vannes, le 18 décembre 2020 Le préfet, Patrice FAURE Annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 fixant la liste des établissements visés à l'article 40 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié autorisés à accueillir du public pour la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier

DEPARTEMENT (NUMERO)	NOM DU CENTRE	ADRESSE	СР	VILLE
56	la corne du cerf	Parc d'activités de l'Estuaire	56190	ARZAL
56	le bonvallon	ZI de Bonvallon – n° 2	56150	GUENIN
56	le dauphin	Rue Antonin Caremi. ZI du Porzo	56700	KERVIGNAC
56	le manegwen	4 lotissement Koet Bihan	56390	LOCMARIA GRAND CHAMP
56	Les Routiers	24 avenue Georges Pompidou	56800	PLOERMEL
56	hôtel de la gare	28 avenue Frères Rey	56460	VAL D'OUST (La Chapelle-Caro)
56	Le Poulvern	lieudit Poulvern	56690	LANDAUL
56	Relais de Gohélève	ZI de Gohélève	56920	NOYAL PONTIVY
56	La Croix des Landes	Le Bourg	56350	SAINT-GORGON
56	Le Gabriel	784, rue Jacques Ange Gabriel	56850	CAUDAN



Direction du cabinet Direction des sécurités

ARRETE PREFECTORAL PORTANT OBLIGATION DU PORT DU MASQUE DE PROTECTION

Le préfet du Morbihan Chevalier de la Légion d'Honneur Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L 3131-12 à L 3131-17 et L 3136-1;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Patrice FAURE en qualité de préfet du Morbihan :

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République à compter du samedi 17 octobre 2020 à 0 heure ;

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant que lorsque l'état d'urgence sanitaire est déclaré dans une circonscription territoriale, le Premier ministre peut, par décret réglementaire pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, prendre un certain nombre de mesures définis à l'article L 3131-15 du code la santé publique aux seules fins de garantir la santé publique, ces mesures devant être strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu;

Considérant que lorsque le Premier ministre prend des mesures mentionnées à l'article L 3131-15 du code la santé publique il peut habiliter le représentant de l'État territorialement compétent à prendre toutes les mesures générales ou individuelles d'application de ces dispositions, ces mesures devant être strictement nécessaires et proportionnées aux circonstances de temps et de lieu;

Considérant qu'à la date du 11 décembre 2020, le taux d'incidence de la covid-19 dans le département était de 34,2 cas pour 100 000 habitants avec un taux de positivité de 3,20 %;

Considérant qu'à la date du 16 décembre 2020, le taux d'incidence de la covid-19 dans le département était de 44,90 cas pour 100 000 habitants avec un taux de positivité de 3,40 %;

Considérant l'augmentation de 31 % du taux d'incidence entre le 11 et le 16 décembre 2020 dans le département traduisant une dégradation de la situation sanitaire et justifiant, par conséquent, la nécessité de maintenir les mesures visant à contenir l'épidémie de la covid-19:

Considérant que, dans les communes morbihannaises de plus de 5 000 personnes, la densité de population, la présence d'établissements d'enseignement secondaire, l'activité économique créent les conditions d'un nombre plus important d'interactions sociales favorisant la propagation du virus de la covid-19;

Considérant qu'au sein de l'établissement public de coopération intercommunale de la Communauté de communes de Belle-Ile en Mer, à la date du 18 décembre 2020, le taux d'incidence s'élève à 150,50 cas pour 100 000 habitants et que le taux de positivité, qui atteint 8,5 %, reste particulièrement élevé ;

Considérant que les vacances scolaires de Noël génèrent une augmentation de la fréquentation des centres-villes liée à la venue d'une population extérieure au département et à la recrudescence des achats dans les magasins ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet 🖟

Place du Général de Gaulle 56019 Vannes Cedex Tél: 02 97 54 84 00 www.morbihan.gouy.fr

ARRÊTE:

Article 1^{er}: Dans les communes de plus de 5 000 habitants (population INSEE), le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus sur la voie publique ou dans les lieux ouverts aux publics de 6h à 20h.

Cette obligation s'applique dans les agglomérations des communes délimitées par les panneaux de signalisation routière indiquant les entrées et les sorties des agglomérations.

Article 2 : Dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale de la Communauté de communes de Belle lie en Mer, le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus sur la voie publique ou dans les lieux ouverts aux publics de 6h à 20h dans les agglomérations des communes de Bangor, Le Palais, Locmaria et Sauzon.

Article 3 : Sur tout le territoire du département, sans préjudice des dispositions de l'article 1 er, le port du masque est obligatoire pour toute personne de 11 ans et plus :

- sur les marchés de plein air, et ce pendant toute la durée de l'événement;
- dans les communes et lieux figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté et selon les dates et horaires qui y sont mentionπés;
- aux abords, dans un rayon de 100 mètres, de tous les établissements d'enseignement et de formation du département y compris les lieux de restauration collective de 6h à 20h;
- aux abords dans un rayon de 100 mètres de tous les établissements d'accueil collectif de mineurs du département sans hébergement de 6h à 20h;
- aux abords dans un rayon de 100 mètres des gares routières, ferroviaires et maritimes, et tout lieu d'attente de transport en commun de 6h à 20h;

Article 4 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Sous réserve du respect des protocoles sanitaires existants, cette obligation ne s'applique pas aux personnes pratiquant une activité sportive. Sont également exemptés les conducteurs de véhicule à deux roues lors de leur déplacement.

Article 5 : Le présent arrêté préfectoral entre en vigueur à compter du 21 décembre 2020 et jusqu'au 20 janvier 2021 inclus.

Il abroge l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020.

Article 6 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa parution au recueil des actes administratifs.

Article 7 : La violation des dispositions prévues à l'article 1er est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe, conformément au VII de l'article 1er de la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5ème classe.

Si les violations prévues au présent arrêté sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai maximal de deux mois à compter de son entrée en vigueur. Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le 18 décembre 2020 Le préfet, Patrice FAURE

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 portant obligation du port du masque de protection dans le Morbihan

Communes	Lieux	Horaires
ARZON	 Quais et places du port du Crouesty, zone chalandise bourg d'Arzon - place de l'église Port-Navalo : boulevard de la rade, place du commerce, zone portuaire, parking et parvis de la criée, môle Fernand Calage (embarcadère), chemin du tour de Phare et place Pouplier -Kerners/Bilouris : cale embarcadère, billetterie et espace de vente 	De 7h (matin) à 2h (matin)
DAMGAN	- place des lavandières, rue Fidèle Habert, place Tiffoche, rue de la plage, rue de Kérifeu	De 8h00 à 22h00
FEREL	Place de la Mairie	De 7 h à 21h
HOUAT	 les rues du bourg la zone portuaire à l'exclusion des espaces dédiés à la pêche professionnelle 	De 9h00 à 19h00
ILE AUX MOINES	- Au port: Embarcadère et de la cale du Petit Pont jusqu'au Bois d'Amour - Centre bourg: rue du commerce, rue du Couvent, rue du Bindo, jusqu'à la poste et jusqu'à la rue de l'Eglise - Rue du Dolmen: De la salle du Rinville jusqu'au lotissement de Tal er Velin	De 7h à 20h
LANVENEGEN	Zone agglomérée	De 8h30 à 19h30
LA TRINITE SUR MER	 Cours des quais – de la Société Nautique de la Trinité sur Mer (SNT) à l'ancien bâtiment de l'IFREMER, Place du Voulien, Rue du Voulien 	De 7h00 à 23h00
LE TOUR DU PARC	Rue de la mairie	De 8h00 à 20h00
LOCMARIAQUER	 Dans les deux cimetières Sur le sentier côtier de Port Fetan au Guilvin Sur les structures pontonnières du Port Aux cales du Bourg et du Guilvin Et dans le périmètre situé entre La Route d'Auray à partir du vieux cimetière Le Rond Point de Kerlud La Croix des Fleurs Le Guilvin 	De 6h00 à 20h00
PLEUCADEUC	Dans le centre-bourg, à proximité immédiate des commerces et des services	De 8h à 20h
PLUMERGAT	Zone agglomérée de Mériadec	De 6 h à 20h
QUIBERON	 places de la gare, des corsaires, de la République, place et esplanade Hoche, rues de la gare à partir du 17 jusqu'à la rue de Verdun, de Verdun, de Port Maria, du phare de la place Hoche à la place République, parking du Varquez boulevard Chanard jusqu'au boulevard René Cassin, promenade de la plage, quais de l'embarcadère/gare maritime, de Belle-Ile, de l'océan jusqu'au 2 quai de Houat, 	De 8h00 à 23h00
ROUDOUALLEC	- rues Nicolas Le Grand, de Chateauneuf, Guiscriff, Kastell Dour, Jean-Pierre Bénéat, du Trépas, des Montagnes Noires, du Bel Air	De 7h00 à 22heures
SAINT PIERRE QUIBERON	- Rues du Docteur Le Gal, du Général de Gaulle - Quai d'Orange - Sur la promenade Tabarly et pour le secteur de Portivy, la	
SAINT-GILDAS DE RHUYS	- rues du Général de Gaulle, des Vénètes, - place Monseigneur Ropert - rue Saint Goustan	De 10h00 à 22h00

Page 1

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 portant obligation du port du masque de protection dans le Morbihan

SAINT-PHILIBERT	- rues des ormes, abbé Joseph Martin, Georges Camenen, du Ponant, Jean-François Gouzer, de la chapelle, des hautes de Kerdréan, du Prétoc, des presses (de l'intersection allée des goëlands à celle route des plages), rue du Vieux Pont - ruelle de la montagne, - Place des 3 otages	De 8h à 20h
-----------------	--	-------------